



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Occitanie**

**DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté N° 12-2023-09\_08 - 00004 du - 8 SEP. 2023

**Objet :** Arrêté préfectoral de mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement de la société SAS BOIX et CIE, dont le siège social est situé 3 rue du Toural 12210 LAGUIOLE de respecter les prescriptions applicables à l'activité de carrière exploitée au lieu dit « Roc de la Liberté » sur la commune de Cantoin

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination du Préfet de l'Aveyron, M. CHARLES GIUSTI;

**Vu** l'arrêté du 24 octobre 2022, portant délégation de signature à Mme Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12-2017-12-4-002 délivré le 4 décembre 2017 à la société SAS BOIX et CIE pour l'exploitation d'une carrière de basalte sur le territoire de la commune de CANTOIN concernant notamment la rubrique 2510 (Exploitation de carrières ou autres extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article PE 4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2017 susvisé qui dispose : « *Le ravitaillement, le stationnement prolongé (hors pelle hydraulique) et l'entretien des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier de la carrière, équipé d'un sol bétonné et entouré d'un seuil.* »

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 31 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 août 2023 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 7 juillet 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- *Les engins sont stationnés sur une aire non revêtue ;*

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article PE 4.1 de l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où en cas de fuite d'huile ou de carburant sur l'un des engins stationné une pollution du sol peut survenir ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société *SAS BOIX et CIE* de respecter les prescriptions de l'article PE 4.1 de l'arrêté préfectoral afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aveyron :

### **ARRÊTE**

**Article 1** - La société *SAS BOIX et CIE* exploitant une carrière sise au lieu-dit « Roc de la Liberté » sur la commune de Cantoin est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article PE 4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2017 dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté

**Article 2** - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4** – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron
- Monsieur le maire de la commune de Cantoin
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le **- 8 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES